Mentions légales

Belgique et Royaume-Uni | Mise à jour du 22 octobre 2026

Lina désigne une organisation de services juridiques et numériques associant une plateforme technique et les avocats ou cabinets chargés des missions. Ces mentions identifient les sociétés du groupe concernées en Belgique et au Royaume-Uni et expliquent l'utilisation du site public, des portails et du connecteur MCP Lina. Les prestations juridiques restent sous la responsabilité du professionnel désigné dans la lettre de mission.

Contact

Contact commun : legal@lina.law.

Édition des sites et entités Lina

Les sites lina.law et lina.legal sont édités et exploités par Lina AI Ltd. Lina AI SRL intervient dans le développement et l'assistance techniques de la plateforme.

Lina AI Ltd : private limited company immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 17218368, constituée le 13 mai 2026. Siège social : 128 City Road, London EC1V 2NX, Royaume-Uni. Contact : legal@lina.law. La société fournit la plateforme technologique et des services administratifs partagés ; le prestataire juridique demeure celui identifié dans la lettre de mission.

Lina AI SRL : société à responsabilité limitée de droit belge, constituée le 25 août 2026. Numéro d'entreprise : 1041.661.026. Siège social : avenue Brugmann 198/2, 1050 Ixelles, Belgique. RPM Bruxelles. TVA : BE 1041.661.026 ; assujettissement depuis le 1er septembre 2026. Contact commun : legal@lina.law. La société intervient dans le développement et l'assistance techniques de la plateforme.

Lina AI Ltd fournit la plateforme et les services administratifs ; elle ne fournit pas elle-même de conseil juridique ni de représentation. Les prestations juridiques sont fournies par l'avocat ou le cabinet désigné dans la lettre de mission, qui en demeure responsable. L'utilisation de la marque Lina ne signifie pas que chaque société du groupe est autorisée à exercer la profession d'avocat. Les informations professionnelles propres au prestataire sont communiquées avant l'engagement du client.

Publication et hébergement

Direction de la publication : Franck-Victor Laurant, joignable à legal@lina.law.

Les sites sont hébergés par Vercel Inc., 440 N Barranca Ave #4133, Covina, CA 91723, États-Unis ; contact : https://vercel.com/contact. Les API, Lina OS et des documents utilisent Google Cloud dans la région europe-west1, en Belgique. La base de données, l'authentification et des fichiers utilisent Supabase Pro dans la région eu-west-1, en Irlande. L'OCR est réalisé via Vertex AI en europe-west4, aux Pays-Bas ; le graphe Lina OS utilise Neo4j AuraDB Free en us-central1, aux États-Unis. Les contrats techniques sont conclus par Lina AI Ltd. La politique de confidentialité décrit les conséquences de ces traitements et les transferts ; l'adresse du siège d'un hébergeur ne détermine pas à elle seule les pays de traitement.

Champ d'application

Ces mentions s'appliquent à lina.law, à ses formulaires, au portail client clients.lina.legal, au portail avocat Lina OS sur lina.legal et au connecteur MCP Lina. Elles couvrent également le portail avocat accessible sur lawyers.lina.legal lorsque ce domaine est utilisé. Elles se lisent avec la politique de confidentialité et la politique relative aux cookies. Les applications et sites externes, accessibles notamment par lien ou connecteur, relèvent aussi de leurs propres conditions.

La consultation d'une page ou l'envoi d'un formulaire ne crée pas à lui seul une relation avocat-client et ne vaut pas acceptation d'une mission par Lina. La mission, son périmètre, l'entité responsable, les honoraires et les conditions applicables sont définis dans les documents d'engagement communiqués au client, après les vérifications requises.

Une souscription à la plateforme ou à un service payant relève des conditions présentées lors de la souscription. Les présentes mentions ne modifient pas une lettre de mission ou un contrat déjà conclu. Elles ne dispensent pas de fournir les informations précontractuelles et les droits applicables à la souscription à distance, notamment lorsqu'un client agit comme consommateur.

Ces mentions peuvent être actualisées pour refléter une évolution des services ou des informations légales. La version en ligne indique sa date de mise à jour. La consultation du site ne constitue pas, à elle seule, un consentement aux cookies ou à une nouvelle utilisation des données.

Propriété intellectuelle

Les textes, éléments graphiques, logiciels, bases de données, marques et autres éléments des sites sont protégés dans les conditions du droit applicable. Les droits appartiennent à leurs titulaires respectifs, notamment aux entités Lina ou aux tiers qui leur ont accordé une licence. Les documents fournis par un client restent soumis aux droits de leurs titulaires.

La consultation du site n'emporte aucune cession de droits. Toute réutilisation exige l'autorisation du titulaire lorsqu'elle n'est pas permise par la loi ou une licence applicable. Les exceptions légales, notamment la citation dans les conditions autorisées, restent réservées. Le partage d'un lien vers une page publique ne constitue pas, en soi, une cession ou une reproduction autorisée de tout son contenu.

Les documents et conseils préparés pour une mission concernent le client et la situation examinée. Leur réutilisation dans un autre contexte nécessite une nouvelle appréciation ; les droits d'usage du client sont ceux prévus dans sa lettre de mission. La mention d'un produit ou d'une marque tierce ne signifie pas que son titulaire approuve Lina ou lui est affilié.

Limitation de responsabilité

Les publications générales présentent des informations juridiques susceptibles d'évoluer. Elles ne tiennent pas compte de toutes les circonstances d'une situation particulière et ne remplacent pas un conseil adapté. Pour une décision, un délai de procédure ou un engagement contractuel, sollicitez l'avocat chargé de votre dossier.

Les outils d'IA assistent la recherche, l'analyse et la préparation des documents. Ils peuvent produire des résultats incomplets ou inexacts. Chaque livrable juridique est relu par un avocat ; l'acceptation d'un dossier et les estimations de prix avant devis sont également revues par un humain. Un résultat intermédiaire affiché dans une application ou renvoyé par le connecteur MCP ne devient pas, du seul fait de sa génération, un conseil validé. La responsabilité professionnelle de l'auteur de la consultation et du prestataire concerné reste régie par les règles applicables et les documents d'engagement.

Lina prend les mesures raisonnables adaptées au fonctionnement des sites, mais leur disponibilité permanente et l'absence absolue d'erreur ou d'interruption ne peuvent être garanties. Les contenus et services de tiers peuvent évoluer indépendamment de Lina.

Les présentes mentions n'excluent ni ne limitent une responsabilité qui ne peut légalement l'être. Elles ne réduisent pas les obligations professionnelles des avocats, les droits impératifs des consommateurs ou les droits en matière de données personnelles. Les conditions de responsabilité d'une mission juridique doivent être examinées dans les documents contractuels qui lui sont propres ; aucun plafond général n'est instauré par cette page.

Règles déontologiques

Les avocats intervenant sous la marque Lina exercent sous leur titre professionnel et dans le respect des règles du barreau ou du régulateur dont ils relèvent, notamment l'indépendance, le secret professionnel, la prévention des conflits d'intérêts et les obligations envers le client. Le recours à une plateforme ou à des outils d'IA ne supprime pas ces obligations.

Avant l'engagement du client, les documents de mission identifient l'avocat ou le cabinet prestataire, son titre professionnel, son adresse, son barreau ou son autorité de contrôle et les références d'inscription applicables. Ces informations peuvent également être obtenues à legal@lina.law. Le tableau ci-dessous permet de consulter les règles et registres correspondant au professionnel concerné.

Prestataire concerné	Règles et vérification publique
Avocat inscrit à un barreau belge francophone ou germanophone	Titre d'avocat et barreau propres au professionnel. Code de déontologie publié par AVOCATS.BE : www.avocats.be/index.php/fr/deontologie. Le barreau local peut imposer des règles complémentaires.
Avocat inscrit à un barreau belge néerlandophone	Titre d'advocaat et barreau propres au professionnel. Informations professionnelles et orientation : www.advocaat.be.
Solicitor ou cabinet relevant de la SRA en Angleterre et au pays de Galles	Vérification dans le Solicitors Register : www.sra.org.uk/consumers/register/. Règles : www.sra.org.uk/solicitors/standards-regulations/. Ces références ne confèrent aucune autorisation à Lina AI Ltd et ne couvrent pas tous les professionnels du Royaume-Uni.

Assurance et réclamations

La responsabilité professionnelle et l'assurance applicables à une mission sont celles de l'avocat ou du cabinet qui en est chargé. Les informations relatives à son assureur et à l'étendue géographique de la couverture sont mises à disposition du client avant l'engagement et peuvent être demandées à legal@lina.law. Les conditions d'assurance s'apprécient pour le prestataire concerné ; l'utilisation de la marque Lina ne crée pas une police unique pour toutes les entités et tous les avocats.

Pour une réclamation concernant une mission, contactez l'avocat ou l'entité désigné dans la lettre de mission. Pour une difficulté relative au site ou à la plateforme, écrivez à legal@lina.law. Ce point de contact peut vous orienter vers l'entité concernée sans limiter vos voies de recours.

En Belgique, vous pouvez contacter le bâtonnier du barreau de votre avocat. Pour un litige de consommation avec un avocat relevant d'AVOCATS.BE, le Service Ombudsman des avocats peut intervenir après une tentative de résolution avec le professionnel : avocats.be/de/node/301. Pour les avocats des barreaux néerlandophones, le service compétent est Ligeca, présenté sur www.advocaat.be/nl/praktisch/ik-heb-een-probleem-met-mijn-advocaat. Ces voies dépendent du prestataire et de la nature du litige.

En Angleterre et au pays de Galles, si le prestataire et votre réclamation entrent dans son champ, le Legal Ombudsman peut être saisi après la réponse finale du prestataire ou huit semaines sans résolution. Les délais sont en principe d'un an depuis le fait ou sa connaissance et de six mois depuis une réponse finale répondant aux exigences du dispositif, sous réserve des exceptions prévues par ses règles. Procédure et coordonnées : www.legalombudsman.org.uk/how-to-complain. Les litiges de plateforme ne relèvent pas automatiquement de ce mécanisme ; vos recours judiciaires restent ouverts.

Droit applicable et juridiction compétente

Les informations et activités présentées restent soumises aux lois applicables à l'entité et au service concernés. Le droit et les modalités de règlement des litiges relatifs à une mission d'avocat ou à un service contractuel sont précisés dans les documents d'engagement correspondants.

Les présentes mentions ne créent pas, par la seule consultation du site, une compétence exclusive des tribunaux d'un pays pour l'ensemble des entités Lina. À défaut d'accord valable applicable à la relation, le droit applicable et les juridictions compétentes sont déterminés par les règles légales pertinentes. Les règles impératives, notamment celles qui protègent les consommateurs et les personnes concernées par un traitement de données, restent réservées.

Date de la présente version : 22 octobre 2026.